



Communiqué :

13ème Congrès du syndicat SUD-PTT d'Ille et Vilaine : 69 DELEGUES POUR UN SYNDICAT de TRANSFORMATION SOCIALE

Le syndicat SUD-PTT d'Ille-et-Vilaine a réuni son congrès les 8 et 9 juin 2017 à Rennes. Compte tenu des projets de loi annoncés par le gouvernement Macron, les syndicalistes vont être très sollicités.

POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

Les délégués ont fait le bilan notamment en matière de droits et de libertés compte tenu des mesures de l'état d'urgence que le gouvernement veut inscrire dans la loi pour les pérenniser.

Le syndicat SUD-PTT d'Ille-et-Vilaine a contribué au récent rapport d'Amnesty International sur les atteintes au droit de manifester puisque les responsables de SUD ont été inquiétés et que le préfet a interdit une manifestation SUD à Rennes contre la suppression des bureaux de poste à l'été 2016.

Les récents évènements survenus à Rennes lors du procès d'un jeune participant à la manifestation le 27 avril dernier sont très choquants : l'arrestation en pleine audience du tribunal correctionnel de très jeunes filles venues apporter leurs témoignages nous incite à mettre la défense des droits et libertés au coeur de nos luttes.

Le syndicat SUD-PTT d'Ille-et-Vilaine considère que le gouvernement Macron est la continuité du gouvernement Hollande : le gouvernement poursuit la remise en cause du droit du travail, l'augmentation des facilités de licenciement, le plafonnement des indemnités de licenciement dans les jugements prud'homaux.

L'objectif du gouvernement est de baisser les salaires en transformant des cotisations sociales (chômage, santé) en impôts (CSG). Ces cotisations sociales qu'elles soient "salariales" ou "patronales" font partie du salaire. Les supprimer ou les diminuer, c'est de fait baisser le "coût" du travail.

CONTRE LE DÉMANTÈLEMENT DE LA POSTE ET LES "FUSIONS" À VENIR DANS LES TÉLÉCOMS

Parallèlement, le syndicat SUD-PTT d'Ille-et-Vilaine constate que les postiers font face au plus grand démantèlement de l'histoire de La Poste enclenché par ses dirigeants.

- Le réseau des bureaux de poste est cassé pour passer de 6815 bureaux de poste (effectuant les tâches de courrier, de colis, de service financier) en moins de 3 000 "agences bancaires de la banque postale"
- Le réseau d'acheminement du courrier et du colis est divisé en 2 : d'un côté, l'outil industriel constitué de 33 centres de tri et regroupé dans une direction nationale, de l'autre, les services avec les facteurs.
- Les 23 centres financiers de l'hexagone et des TOM-DOM sont découpés par activités qui sont concentrées sur quelques centres financiers (le crédit immobilier sur 6 centres)
- La suppression massive des postes de travail : plus de 7000 par an et pour l'Ille-et-Vilaine plus de 200 emplois tous secteurs confondus.
- Quant à l'activité colis, selon la direction le réseau des plates formes est obsolète et doit être remplacé pour cloner ce qui se passe chez "Amazon".

Cette stratégie des dirigeants de La Poste hypothèque fortement l'avenir des opérateurs et des salariés et oblige à des reconversions douloureuses.

C'est pourquoi le syndicat SUD-PTT d'Ille-et-Vilaine se met en "ordre de marche" contre les projets de direction de La Poste pour la défense des bureaux de poste contre les suppressions d'emplois et contre la déstabilisation des salariés par des restructurations incessantes.

Rennes, le 9 juin 2017
Le secrétaire départemental
Stéphane Gefflot